



ARRÊTÉ N° 2026-39
Stationnement interdit
Place du Chancel

LE MAIRE DE SAVIGNÉ-SUR-LATHAN,

Vu la Loi de décentralisation N° 82-213 du 02 Mars 1982 sur les droits et libertés des communes,
Vu le Code Général des Collectivités territoriales, Art. L.2212.2, L.2213-2, L.2212-5, L.2213-1 relatifs aux pouvoirs de police du Maire en matière de circulation et de stationnement,
Vu l'arrêté interministériel sur la signalisation routière, (8^{ème} partie, signalisation temporaire) approuvé par l'arrêté interministériel du 06 Novembre 1992, modifié et complété,
Vu le Code de la Route,
Vu le Code Pénal, Article R.610.5,

Considérant qu'à l'occasion de l'installation temporaire d'un foodtruck tous les dimanches d'avril et de mai de 9h30 à 14h00, il importe de prendre des mesures de nature à assurer l'ordre et la sécurité publique.

ARRÊTE

Article 1^{er} : A l'occasion de l'installation temporaire d'un foodtruck tous les dimanches d'avril et de mai de 9h30 à 14h00, le stationnement sera interdit Place du Chancel.

Article 2 : Les services techniques municipaux seront chargés de mettre en place la signalisation temporaire rendue nécessaire par les dispositions précitées conformément à la législation en vigueur.

Article 3 : Les infractions au présent arrêté seront constatées et sanctionnées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 : La présente autorisation est précaire et révocable. Elle pourra faire l'objet d'une mesure de retrait en cas d'urgence pour préserver l'intérêt du domaine public ou en vue de la réalisation de travaux publics, sans qu'aucun droit à indemnité ne soit reconnu au profit du bénéficiaire de la présente autorisation.

Article 5 : Conformément à l'Article R.102 du Code des Tribunaux Administratifs, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif d'ORLEANS dans un délai de deux mois à compter de sa notification, de sa transmission au contrôle de légalité et de sa publication.

Monsieur le Maire, M. Le commandant de Gendarmerie de SAVIGNÉ-SUR-LATHAN et le bénéficiaire sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Le 10 avril 2026

Le Maire
Hugues BRUN

